

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[C – 2019/42840]

9 DECEMBRE 2019. — Loi modifiant la loi générale sur les douanes et accises du 18 juillet 1977 et le code de la taxe sur la valeur ajoutée transposant la directive (UE) 2017/1371

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

Art. 2. La présente loi transpose partiellement la directive (UE) 2017/1371 du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2017 relative à la lutte contre la fraude portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union au moyen du droit pénal.

CHAPITRE 2. — Modifications de la loi générale sur les douanes et accises du 18 juillet 1977

Art. 3. Dans l'article 115 de la loi générale sur les douanes et accises du 18 juillet 1977, modifié par la loi du 12 mai 2014, le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

“§ 1^{er}. Toute fausse déclaration de transit reconnue au bureau de départ, lorsque l'intention frauduleuse est avérée, est punie des peines prévues, suivant le cas, par les articles 220 à 225, 227, 229 et 230 ou par l'article 231.”.

Art. 4. L'article 202 de la même loi, remplacé par la loi du 22 décembre 1989, et modifié en dernier lieu par la loi du 21 décembre 2009, est complété par le paragraphe 3 rédigé comme suit :

“§ 3. Lorsque les personnes visées au § 1^{er} ont commis l'infraction dans une intention frauduleuse, elles sont punies en outre d'un emprisonnement de huit jours à un mois.

Lorsque les personnes visées au § 1^{er} ont commis l'infraction avec une intention frauduleuse et ont gravement lésé les intérêts financiers de l'Union européenne, elles sont punies d'un emprisonnement de 4 mois à 5 ans.

Les intérêts financiers de l'Union européenne doivent en tout cas être considérés comme gravement lésés lorsque le préjudice se monte à plus de 100.000 euros.”.

Art. 5. Dans l'article 220 de la même loi, le paragraphe 2, remplacé par la loi du 17 juin 2013, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

“Les intérêts financiers de l'Union européenne doivent en tout cas être considérés comme gravement lésés lorsque le préjudice se monte à plus de 100.000 euros.”.

Art. 6. Dans l'article 228 de la même loi, modifié par la loi du 12 mai 2014, les mots “si la saisie a eu lieu entre cinq heures du matin et neuf heures du soir, sur les routes ou chemins mentionnés à l'article 57, alinéa 1^{er} ou si, en cas d'importation par terre, elle a été faite au premier bureau, ni” sont abrogés.

Art. 7. Dans l'article 229 de la même loi, les mots “Par dérogation à l'article 228, la” sont remplacés par “La”.

Art. 8. L'article 256 de la même loi, modifié en dernier lieu par la loi du 12 mai 2014, est remplacé par ce qui suit :

“Art. 256. § 1^{er}. Sont punis d'une amende comprise entre cinq et dix fois les droits fraudés sans que celle-ci puisse être inférieure à 250 euros :

1° tout emploi d'une marchandise étrangère, dans des conditions autres que l'usage spécial qu'elle devait recevoir suivant la déclaration faite à l'administration lors de l'importation définitive et qui a justifié l'octroi d'un régime d'imposition plus favorable que celui qui eut été appliqué si l'usage réel qui en serait fait eut été connu de la douane ;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

[C – 2019/42840]

9 DECEMBER 2019. — Wet tot wijziging van de algemene wet inzake douane en accijnzen van 18 juli 1977 en het wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde ter omzetting van richtlijn (EU) 2017/1371

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK 1. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

Art. 2. Deze wet voorziet in de gedeeltelijke omzetting van richtlijn (EU) 2017/1371 van het Europees Parlement en de Raad van 5 juli 2017 betreffende de strafrechtelijke bestrijding van fraude die de financiële belangen van de Unie schaadt.

HOOFDSTUK 2. — Wijzigingen van de algemene wet inzake douane en accijnzen van 18 juli 1977

Art. 3. In artikel 115 van de algemene wet van 18 juli 1977 inzake douane en accijnzen, gewijzigd bij de wet van 12 mei 2014, wordt paragraaf 1 vervangen als volgt :

“§ 1. Elke verkeerde aangifte inzake douanevervoer vastgesteld op het kantoor van vertrek wordt, indien er sprake is van bedrieglijk opzet, gestraft zoals, volgens het geval, in de artikelen 220 tot 225, 227, 229 en 230 of in artikel 231, is vermeld.”.

Art. 4. Artikel 202 van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 22 december 1989, en laatstelijk gewijzigd bij de wet van 21 december 2009, wordt aangevuld met de paragraaf 3, luidende :

“§ 3. Indien de in § 1 bedoelde personen de overtreding met bedrieglijk opzet gepleegd hebben, worden zij bovendien gestraft met een gevangenisstraf van acht dagen tot een maand.

Indien de in § 1 bedoelde personen de overtreding met bedrieglijk opzet gepleegd hebben, en de financiële belangen van de Europese Unie ernstig hebben geschaad, worden zij gestraft met een gevangenisstraf van 4 maand tot 5 jaar.

De financiële belangen van de Europese Unie moeten in elk geval geacht worden ernstig te zijn geschaad wanneer er een schade is van meer dan 100.000 euro.”.

Art. 5. In artikel 220 van dezelfde wet, wordt de paragraaf 2, vervangen bij de wet van 17 juni 2013, aangevuld met een lid, luidende :

“De financiële belangen van de Europese Unie moeten in elk geval geacht worden ernstig te zijn geschaad wanneer er een schade is van meer dan 100.000 euro.”.

Art. 6. In artikel 228 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 12 mei 2014, worden de woorden “indien de inbeslagname tussen vijf uur 's morgens en negen uur 's avonds is geschied, op de in artikel 57, eerste lid, vermelde routes of wegen, of, op het eerste kantoor bij invoer te lande, noch ook” opgeheven.

Art. 7. In artikel 229 van dezelfde wet, worden de woorden “In afwijking van artikel 228, wordt de gevangenisstraf” vervangen door de woorden “De gevangenisstraf wordt”.

Art. 8. Artikel 256 van dezelfde wet, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 12 mei 2014, wordt vervangen als volgt :

“Art. 256. § 1. Worden gestraft met een boete van vijf- tot tienmaal de ontdoken rechten zonder beneden 250 euro te mogen blijven :

1° elk aanwenden van buitenlandse koopwaar in andere voorwaarden dan het bijzonder gebruik waartoe zij moest dienen, volgens de aangifte aan de administratie bij de definitieve invoer en dat het toekennen heeft gerechtvaardigd van een gunstiger belastingstelsel dan zou toegepast geweest zijn, indien de douane het feitelijk gebruik dat er zou van gemaakt worden moest gekend hebben ;

2° toute opération ayant pour but d'enlever ou de rendre à ladite marchandise les caractéristiques ou les propriétés à la présence ou à l'absence desquelles était subordonné, au moment de l'importation définitive, l'octroi d'un régime d'imposition plus favorable que celui qui eut été accordé en cas d'absence ou de présence desdites caractéristiques ou propriétés.

Les droits fraudés sont dus en sus.

§ 2. Lorsque les contrevenants ont commis, ou tenté de commettre, les infractions visées au § 1^{er} avec une intention frauduleuse, ils sont en outre punis d'un emprisonnement de huit jours à un mois. Lorsque les contrevenants ont commis les infractions visées au § 1^{er} avec une intention frauduleuse et ont gravement lésé les intérêts financiers de l'Union européenne, ils sont punis d'un emprisonnement de 4 mois à 5 ans.

Les intérêts financiers de l'Union européenne doivent en tout cas être considérés comme gravement lésés lorsque le préjudice se monte à plus de 100.000 euros."

Art. 9. Dans l'article 257, § 3, de la même loi, modifié par la loi du 25 avril 2014, les mots "ou tente de donner" sont insérés entre les mots "Quiconque donne" et les mots "sans autorisation préalable".

Art. 10. Dans l'article 259 de la même loi, le dernier alinéa est remplacé par ce qui suit :

"Le contrevenant est puni en outre d'un emprisonnement de huit à trente jours. Lorsque le contrevenant a gravement lésé les intérêts financiers de l'Union européenne, il est puni d'un emprisonnement de 4 mois à 5 ans.

Les intérêts financiers de l'Union européenne doivent en tout cas être considérés comme gravement lésés lorsque le préjudice se monte à plus de 100.000 euros."

CHAPITRE 3. — Modifications du Code de la taxe sur la valeur ajoutée

Art. 11. L'article 73 du Code de la Taxe sur la valeur ajoutée, modifié en dernier lieu par la loi du 17 juin 2013, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

"La fraude fiscale est en tout cas considérée grave lorsque les infractions visées à l'alinéa 1^{er} sont en lien avec le territoire d'au moins deux États membres et entraînent un préjudice d'un montant total d'au moins 10.000.000 euros."

Art. 12. Dans le même Code, il est inséré un article 73^{nonies} rédigé comme suit :

"Art. 73^{nonies}. La tentative de commettre une infraction visée à l'article 73, alinéa 3, sera punie d'un emprisonnement de huit jours à trois ans et d'une amende de 26 euros à 50.000 euros ou d'une de ces peines seulement."

Art. 13. Dans le même Code, il est inséré un article 73^{decies} rédigé comme suit :

"Art. 73^{decies}. Lorsque l'infraction visée à l'article 73, alinéa 3, est commise par une organisation criminelle au sens de l'article 324^{bis} du Code pénal, le coupable est puni d'un emprisonnement de 1 an à 5 ans et d'une amende de 5.000 euros à 500.000 euros ou de l'une de ces peines seulement."

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 9 décembre 2019.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances,
A. DE CROO

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

K. GEENS

2° elke bewerking die tot doel heeft aan genoemde koopwaar de kenmerken of de eigenschappen te ontnemen of te verlenen, waarvan, bij de definitieve invoer, de aanwezigheid of de afwezigheid aanleiding heeft gegeven tot toestaan van een gunstiger belastingstelsel dan zou toegestaan zijn, in geval van afwezigheid of van aanwezigheid van gezegde kenmerken of eigenschappen.

De ontdoken rechten zijn daarenboven verschuldigd.

§ 2. Indien de overtreders de overtredingen met bedrieglijk opzet gepleegd hebben of getracht hebben te plegen, worden zij bovendien gestraft met een gevangenisstraf van acht dagen tot een maand. Indien de overtreders de in § 1 bedoelde overtredingen met bedrieglijk opzet gepleegd hebben, en de financiële belangen van de Europese Unie ernstig hebben geschaad, worden zij gestraft met een gevangenisstraf van 4 maand tot 5 jaar.

De financiële belangen van de Europese Unie moeten in elk geval geacht worden ernstig te zijn geschaad wanneer er een schade is van meer dan 100.000 euro."

Art. 9. In artikel 257, § 3, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 25 april 2014, worden de woorden "of tracht te geven" ingevoegd tussen de woorden "een andere bestemming geeft" en de woorden "dan daarin uitdrukkelijk is aangeduid".

Art. 10. In artikel 259 van dezelfde wet, wordt het laatste lid vervangen als volgt:

"De overtreder wordt bovendien gestraft met gevangenisstraf van acht tot dertig dagen. Indien de overtreder de financiële belangen van de Europese Unie ernstig heeft geschaad, wordt hij gestraft met een gevangenisstraf van 4 maand tot 5 jaar.

De financiële belangen van de Europese Unie moeten in elk geval geacht worden ernstig te zijn geschaad wanneer er een schade is van meer dan 100.000 euro."

HOOFDSTUK 3. — Wijzigingen van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde

Art. 11. Artikel 73 van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde, laatst gewijzigd door de wet van 17 juni 2013, wordt aangevuld met een lid, luidende:

"Fiscale fraude wordt in ieder geval als ernstig beschouwd wanneer de in het eerste lid bedoelde inbreuken, verbonden zijn met het grondgebied van ten minste twee lidstaten en een schade veroorzaken van ten minste 10.000.000 euro."

Art. 12. In hetzelfde Wetboek, wordt een artikel 73^{nonies} ingevoegd, luidende:

"Art. 73^{nonies}. De poging om een in artikel 73, derde lid, bedoelde inbreuk te plegen, wordt gestraft met een gevangenisstraf van acht dagen tot drie jaar en met een geldboete van 26 euro tot 50.000 euro of met een van die straffen alleen."

Art. 13. In hetzelfde Wetboek, wordt een artikel 73^{decies} ingevoegd, luidende:

"Art. 73^{decies}. Wanneer de in artikel 73, derde lid, bedoelde inbreuk gepleegd wordt door een criminele organisatie in de zin van artikel 324^{bis} van het Strafwetboek, wordt de schuldige gestraft met een gevangenisstraf van 1 jaar tot 5 jaar en met een geldboete van 5.000 euro tot 500.000 euro of met een van die straffen alleen."

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 9 december 2019.

FILIP

Van Koningswege :

De Vice-Eersteminister en Minister van Financiën,
A. DE CROO

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

K. GEENS